



DELEGATION ALSACE
23, RUE DU LOESS – BP 20
67037 STRASBOURG CEDEX 02

Travaux de réaménagement du Hall de l'IBMC

Marché public de Travaux

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P.

SOMMAIRE

1.	OBJET	3
2.	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	9
3.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	11
4.	ENGAGEMENT DES PARTIES	11
5.	DELAIS	19
6.	MODALITES DE COMMUNICATIONS	24
7.	CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION : CLAUSE DE PROMOTION DE L’EMPLOI ..	25
8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	27
9.	RECEPTION DES TRAVAUX.....	30
10.	PRIX DU MARCHÉ.....	31
11.	VARIATION DES PRIX	32
12.	RÈGLEMENT DES COMPTES	33
13.	GARANTIES	37
14.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	37
15.	ASSURANCES	37
16.	REGLEMENT DES LITIGES – RESILIATION - TRIBUNAL COMPETENT	38
	RESILIATION SUR DECISION DU CNRS.....	38
17.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	38

1. OBJET

1.1 Type

☐ Services ☐ Fournitures ☒ Travaux

Nomenclature communautaire (CPV) :

- 45300000-0 – Travaux d'équipement du bâtiment
- 45310000-3 – Travaux d'équipement électrique
- 45331000-6 – Travaux d'installation de matériel de CVC
- IA05-1 – Travaux de finition
- 45111100-9 – Partitions
- 22114400-6 – Travaux de démolition

Ces prestations correspondent au code nomenclature du référentiel des achats applicable au CNRS :

Be.06 - Electricité Sur Installations Electriques Des Bâtiments

Bd.24 - Equipements De Chauffage, Ventilation, Climatisation (Hors Bat. Expérimentaux)

Be.01 Maçonnerie, Démolition Et Désamiantage

Be.04 - Plâtrerie, Cloisons Sèches, Faux Plafonds

Be.02 - Menuiserie, Serrurerie

Bd.11- Portes, Fenêtres Et Menuiseries

Be.05 Peintures, Revêtements De Sols, Ravalement

1.2 Description succincte

Le présent marché a pour objet les **Travaux de réaménagement du Hall de l'IBMC de la délégation d'Alsace du CNRS**.

La description des travaux et de leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (un par macro-lot) et ses annexes.

Les travaux seront exécutés au 2 Allée. Konrad Roentgen, 67000 Strasbourg, à l'IBMC.

Le maître d'ouvrage est le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Délégation Alsace, 23 rue du Loess BP 20- 67037 Strasbourg Cedex 2.

La personne signataire du marché est le délégué régional de la Délégation Alsace du CNRS.

La description des fonctions, du périmètre et des attendus figure dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

En complément des définitions de l'article 2 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable, les termes employés dans les documents de la consultation ont la définition suivante :

« **CNRS** » : désigne le Centre National de la Recherche Scientifique, dans son organe déconcentré qu'est la Délégation Alsace agissant en tant que bénéficiaire des travaux objet du marché.

« **Représentant du pouvoir adjudicateur ou Personne Responsable du Marché – PRM – Acheteur** » : désigne le représentant du CNRS responsable de la passation et du suivi d'exécution des travaux.

« **Ordonnateur** » : désigne l'agent représentant du CNRS chargé de prescrire l'exécution des dépenses. Il est susceptible de cumuler cette qualité avec celle de Représentant du pouvoir adjudicateur. L'identité de l'ordonnateur est précisée dans chaque bon de commande.

« **Agent comptable** » : désigne l'agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur. L'agent comptable est précisé dans chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG-Travaux, dans le cas où l'opération ne comporte pas de maîtrise d'œuvre externe, la mention de maître d'œuvre dans le présent CCAP et dans le CCAG-Travaux applicable, désigne alors le Service Technique et Logistique (STL) de la Délégation Alsace du CNRS.

Sont nuls et sans effet, quelle qu'en soit la forme, les clauses, conditions particulières ou générales, stipulations, spécifications ou réserves d'ordre financier, technique ou juridique figurant dans les offres et documents des entreprises qui auraient pour effet de modifier ou de faire échec aux dispositions du présent C.C.A.P.

1.3 Identification des intervenants au contrat

Personne responsable du marché (maître d'ouvrage) et pouvoir adjudicateur :

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Délégation Alsace,
23 rue du Loess BP 20
67037 Strasbourg Cedex 2.

Personne représentant le pouvoir adjudicateur signataire du marché :

Le délégué régional de la Délégation Alsace du CNRS.
CNRS Délégation Alsace - 23, rue du Loess - B.P. 20 - 67037 STRASBOURG CEDEX 02

Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable Secondaire du CNRS pour la circonscription Alsace
CNRS Délégation Alsace - 23, rue du Loess - B.P. 20 - 67037 STRASBOURG CEDEX 02

Conduite et suivi des prestations :

La conduite et le suivi de l'exécution des prestations est assurée par le Service Technique et Logistique (STL) pour l'aspect technique, et le Service de Gestion et d'Appui au Pilotage (SGAP) pour l'aspect administratif, de la délégation Alsace du CNRS.

Maitrise d'œuvre (MOE) (le cas échéant) :

Le présent contrat entre dans le champ d'application du livre IV du code de la commande publique, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et ses décrets d'application. (Article R2431 et suivant du code de la commande publique et ses annexes).

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission globale visant à apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage pour la réalisation de l'opération objet du marché. A ce titre, le maître d'œuvre est notamment chargé de diriger l'exécution des marchés de travaux, de proposer leur règlement au maître d'ouvrage et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les obligations du maître d'œuvre envers le Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé sont les suivantes :

- Le maître d'œuvre communique copie des documents relatifs au projet et études d'exécution, et le calendrier détaillé d'exécution,
- Le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS lors de l'analyse des offres des entreprises de travaux,
- Le maître d'œuvre est tenu de permettre l'accès au bureau de chantier et au matériel mis à sa disposition au coordonnateur SPS pour ses différentes réunions.
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il donne suite aux avis, observations, mesures préconisées par le coordonnateur SPS sur la sécurité, la protection de la santé des travailleurs.
- Le maître d'œuvre ne pourra notifier la date de démarrage général des travaux qu'après avoir été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- En cours de chantier, le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

La mission de MOE est confiée à :

SARL RANGUIDAN SCHMITT architectes urbanistes RSAU
7, rue du Général Castelnau 67450 MUNDOLSHEIM

Les différentes missions de l'opération de maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

- DIA – Diagnostic
- AVP - Avant-Projet
- PRO - Etudes de Projet
- ACT - Assistance à la passation des marchés de travaux
- SYN - Synthèse
- DET - Direction de l'exécution des travaux
- AOR - Réception et Garantie de Parfait achèvement
- OPC - Ordonnancement, pilotage, coordination
- SSI – Système de Sécurité Incendie

Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS) (le cas échéant) :

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, prévue par les articles L.4531-1 à L.4532-18 et R.4532-1 à R.4532-98 du Code du travail, aux fins de contribuer à prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ou travailleurs indépendants. La mission s'exerce en phase conception, étude et élaboration du projet de l'ouvrage et en phase réalisation de l'ouvrage. La présente opération de bâtiment est classée en ERT (Etablissement Recevant des Travailleurs), en application des articles R.4532-1 et R.4532-2 du Code du travail.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. Par ailleurs, l'opération objet du présent marché est soumise à une obligation de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé conformément aux dispositions du code du travail.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier ou porté(s) à sa connaissance, menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que risque de chute de hauteur, etc.), le coordonnateur SPS doit définir immédiatement les mesures nécessaires pour supprimer le danger et a autorité pour prendre toutes mesures appropriées. Il peut, à ce titre, faire interrompre les travaux ou arrêter tout ou partie du chantier. La notification des arrêts de travaux et des mesures préconisées est consignée au registre journal de la coordination (RJC). Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le RJC.

En cas d'urgence, le maître d'ouvrage donne au coordonnateur les moyens nécessaires à la mise en place de dispositifs de sécurité. Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants au chantier est soumis au maître d'ouvrage.

La mission de SPS est confiée à :

SOCOTEC CONSTRUCTION,
5 allée Cérès, 67200 STRASBOURG

Contrôleur technique

Les travaux de la présente opération sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.125-1 à L.125-6 du Code de la construction et de l'habitation. Les missions confiées par le Maître d'ouvrage au contrôleur technique sont conformes au décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG Contrôle Technique) et sont relatives à

Au titre de la mission de base de contrôle technique :

- Conception
- Document d'exécution
- Réalisation des travaux
- Autres prestations éventuelles

Au titre des missions complémentaires réglementaires :

- Viel & Consuel

La mission de contrôle technique est confiée à :

ALPES CONTRÔLES,
18 rue Charles Adolphe Wurtz, 67202 WOLFISHEIM

1.4 Macro lots

Le présent marché est scindé en différents macro lots suivants :

➤ **Macro Lot n°1 : Equipements Techniques**

Les travaux du présent macro lot comprennent :

- Des travaux d'électricité
- De Chauffage Ventilation et Climatisation

➤ **Macro Lot n°2 : Démolition -Partitions -Finitions**

Les travaux du présent macro lot comprennent :

- Des travaux de démolition d'éléments non structurels portant sur la dépose et l'évacuation de cloisons légères de toute nature, de faux plafonds à lames métalliques et en dalles, de revêtements de sols minces et de divers équipements,
- Des travaux de plâtrerie consistant à la création de cloison, de faux plafonds,
- Des travaux de faux plafonds métalliques,
- Des travaux de menuiserie intérieure,
- Fourniture et pose de bloc porte intérieure bois de façade de placard,
- Des travaux de rénovation du travertin habillant le hall,
- Des travaux de revêtement de sol mince en option pour la salle de séminaires,
- Des travaux de peinture.

Un même candidat peut soumissionner pour un ou plusieurs macro lots.

Rappel du contexte opérationnel et motivations du recours au non-allotissement le cas échéant

Le chantier concerné présente plusieurs contraintes majeures :

- Travaux en site occupé, nécessitant une planification minutieuse et une réduction du nombre d'intervenants (petites surfaces traitées),
- Présence avérée d'amiante, imposant des procédures strictes (SS4),
- Phasage technique complexe, avec des interventions successives et coordonnées dans des zones en activité,
- Multiplicité d'interfaces métiers, rendant la coordination critique.

Ces facteurs justifient une approche pragmatique du découpage. L'objectif est de garantir la continuité d'exploitation du site, la maîtrise des risques, et le respect du cadre réglementaire.

Justification du macro-lot n°1 – Équipements techniques (CVC, électricité, régulation)

Ce lot regroupe des corps d'état techniquement homogènes et fortement interdépendants, pour les raisons suivantes :

- Synergies fonctionnelles : alimentation des équipements CVC par les circuits électriques, interaction entre régulation et ventilation, etc.
- Séquence d'intervention coordonnée : les travaux doivent suivre un ordonnancement précis dans chaque zone, rendant inefficace une séparation des lots.
- Contraintes réglementaires (SS4) : plusieurs interventions sur des équipements techniques en zones sensibles doivent être réalisées par des entreprises certifiées, sous coordination unique.
- Objectif de performance globale : une entreprise unique ou un groupement permet une meilleure maîtrise des performances énergétiques, du phasage et de la conformité technique.

Ce macro-lot constitue donc une entité cohérente sur les plans technique, réglementaire et opérationnel, dont la séparation aurait nui à la qualité d'exécution, à la sécurité, et à la maîtrise du chantier.

Justification du macro-lot n°2 – Partitions / finitions / nettoyage

Ce regroupement se justifie également par une cohérence d'exécution, notamment dans le cadre des contraintes spécifiques du projet :

- Cohérence d'intervention
 - Les prestations regroupées (cloisons, faux-plafonds, revêtements, peintures, menuiseries, nettoyage) relèvent toutes du second œuvre intérieur, avec un enchaînement logique et interdépendant :
 - Les cloisons définissent les zones de travail,
 - Les plafonds doivent s'aligner sur celles-ci,
 - Les revêtements et finitions sont posés en continuité,
 - Le nettoyage final conditionne la réception des travaux.

Le séquençement serré, imposé par le phasage en site occupé, nécessite une coordination très fine, difficile à garantir avec des entreprises distinctes.

- Réduction des interfaces et des risques
 - Le découpage en petits lots augmenterait :
 - Les interfaces techniques,
 - Le risque de défaut de coordination (retards, malfaçons, reprises),
 - Les difficultés de conformité réglementaire (travaux dans des zones amiantées, nécessitant des intervenants SS4).

Le découpage en 2 macro-lots (Techniques / Second œuvre) a été choisi en conformité avec les principes du Code de la commande publique, en s'appuyant sur les critères suivants :

- Cohérence technique et fonctionnelle des prestations regroupées,
- Réduction des interfaces pour limiter les risques techniques, calendaires et juridiques,
- Conformité réglementaire (SS4, amiante),
- Efficacité économique et opérationnelle dans un contexte contraint (site occupé, phasage complexe sur des espaces traités de petites surfaces).

Ce lot forme une unité d'exécution cohérente et répond à des exigences précises de coordination, de sécurité, et de conformité.

Ce choix vise à garantir une exécution sécurisée, fluide et conforme, tout en maintenant une mise en concurrence ouverte, notamment via les groupements d'entreprises.

2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

2.1 Forme du marché

Le présent contrat est un marché à tranche à prix global et forfaitaire, soumis au CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

2.2 Décomposition en tranches

Les MACRO LOTS suivants sont également décomposés en tranche ferme et tranches optionnelles :

Tranches optionnelles	Macro lots concernés	Délai d'affermissement
T01 : Roue de récupération à scorpion	Macro lot 1	6 mois après 1 ^{er} OS de démarrage
TO2 : Circuit émission de froid	Macro lot 1	6 mois après 1 ^{er} OS de démarrage
TO1 : Revêtement textile salle séminaires	Macro lot 2	6 mois après 1 ^{er} OS de démarrage
TO2 : Fourniture et pose d'un rang de 9 sièges fixes	Macro lot 2	6 mois après 1 ^{er} OS de démarrage

Il ne sera fait application d'aucune indemnité d'attente ou de dédit concernant les tranches optionnelles.

Le montant prévisionnel des travaux est de 313 163 € HT.

2.3 Réalisation de prestations similaires

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire du présent marché pour la réalisation de prestations similaires audit marché.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des travaux de l'opération et en tout état de cause au plus tard 3 ans après la notification du marché initial conformément à l'article R.2122-7 précité.

2.4 Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

2.5 Délais et durée d'exécution du marché public

2.5.1 Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de 5 mois, comprenant la période de préparation de 1 mois et le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux, à compter de l'ordre de service de démarrage.

2.5.2 Durée du marché

La durée prévisionnelle du marché est de 17 mois comprenant :

- La période de préparation : 1 mois
- La durée prévisionnelle d'exécution des prestations : 4 mois
- La Garantie de Parfait Achèvement : 12 mois

La durée du marché est prolongée en cas d'affermissement d'une tranche optionnelle.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux selon l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, sous réserve des dérogations expressément prévues au présent CCAP ;
- Le cahier des charges techniques particulières (CCTP) un par macro lot et ses annexes
- Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et ses modifications ultérieures ;
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) une par macro lot ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG-Travaux et comportant une date de démarrage et de fin des travaux.
- Le programme de l'opération ;
- L'offre technique finale du titulaire comprenant notamment le Cadre de Réponse Technique (CRT) macro lot ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs éventuels actes modificatifs.

Il est noté que l'opération devra respecter l'ensemble de la réglementation applicable, et en particulier celle du droit du travail s'appliquant au domaine des travaux réalisés dans le cadre du marché.

Le titulaire demeure seul responsable de la gestion, du contrôle et du choix du personnel affecté et qui lui est subordonné.

4. ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1 Identification des parties

4.1.1 Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Délégation Alsace, 23 rue du Loess BP 20 - 67037 Strasbourg Cedex 2

Et

- L'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le Titulaire ».

4.1.2 Représentants pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la partie bénéficiaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché et transmet leur(s) adresse(s) électronique(s) de contact.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au CNRS dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

4.1.3 Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Le Titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le CNRS dans les conditions précisées dans la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L.2193-3 et R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la commande publique.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution le marché, le Titulaire doit le faire connaître au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre 15 jours avant le début d'exécution. Le Titulaire est invité à utiliser le projet d'acte spécial, formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » disponible sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat> et accompagné des documents suivants :

- les attestations d'assurances à jour couvrant les prestations sous-traitées (RC et Décennale le cas échéant) ;
- les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales et datant de moins de 6 mois.
- La description précise des prestations sous-traitées ;
- Soit le montant exact des prestations, soit le montant unitaire des prestations ou soit le montant maximal des prestations sous-traitées ;
- la copie du ou des jugements prononcés, si le sous-traitant est en redressement judiciaire ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB) ou une lettre de banque du sous-traitant.

A défaut de transmission d'un dossier complet dans les délais précités, l'accès du sous-traitant au chantier pourra être refusé par le CNRS.

Si le refus d'accès d'un sous-traitant entraîne un retard dans l'exécution, le titulaire macro lot concerné en supporte seul les conséquences, notamment en matière de pénalités applicables.

Situation fiscale et sociale

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du Travail, le Titulaire devra fournir tous les six mois, ou à la demande du CNRS, jusqu'à la fin de l'exécution le marché, les documents suivants pour lui-même et ses sous-traitants :

- ✓ Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- ✓ Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le Titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3° du code du travail) ;
- ✓ Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire et après mise en demeure par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre quelque indemnité.

4.2 Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le Titulaire lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le Titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.3 Évolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du Titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avère nécessaire, celui-ci l'accepte dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

En application de l'article 9.1.1 du C.C.A.G./Travaux, le maître d'ouvrage et ainsi que le Titulaire peuvent négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas d'évolution réglementaire majeure, maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché après un préavis de trois mois.

4.4 Respect de la confidentialité – Protection des données personnelles - Mesures de sécurité

4.4.1 Confidentialité

Le Titulaire et le maître d'ouvrage se conforment aux obligations de confidentialité, de protection des données personnelles et aux mesures de sécurité indiquées à l'article 5 du C.C.A.G./Travaux.

En sus des dispositions de l'article 5 du CCAG applicable le Titulaire, et tout intervenant au titre du projet sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité.

4.4.2 Données personnelles

➤ Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données applicable à compter du 25 mai 2018.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

➤ Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la

sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

4.4.3 Mesures de sécurité

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du Titulaire.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du Titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le Titulaire à des tiers au présent marché, sans l'autorisation préalable du CNRS.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures et reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

En outre le titulaire s'engage à :

- S'interdire toute communication et toute diffusion écrite ou orale sur les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu connaissance dans le cadre de l'exécution de son marché (et dont le caractère secret est, par défaut, réputé acquis), sauf autorisation expresse du CNRS ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui ont été confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf autorisation expresse du CNRS ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées dans son marché ;
- Prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- Signaler au CNRS, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du CNRS.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article L2195-3 du présent CCAP et conformément à l'article 50 du CCAG / Travaux.

En complément l'article 5 du CCAG applicable il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

4.4.4 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - o carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - o titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
 - o adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

4.4.5 Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues au présent CCAP.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité de celui-ci.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'admission des prestations ou de réception des travaux.

5. DELAIS

5.1 Fixation et prolongation des délais d'exécution

5.1.1 Délais d'exécution – Calendrier prévisionnel d'exécution

Conformément à l'article 2.4 du présent CCAP, le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation de 1 mois (définie à l'article 2.4 du présent CCAP et 28.1 du CCAG/Travaux) et le délai global d'exécution des travaux défini ci-dessous.

Par application l'article 18.1.1 du CCAG/Travaux, un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation.

A l'issue de l'expiration du délai prévu et si les tâches à réaliser par le titulaire ont été effectuées, le démarrage des travaux interviendra sans nécessité d'ordre de service le prescrivant.

Conformément à l'article 18.1.4 du CCAG/Travaux, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire est fixé par le maître d'ouvrage au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis tous corps d'état confondus en tenant compte d'un calendrier prévisionnel d'exécution précisant les dates d'intervention relatives à chaque macro lot, et figurant en annexe du CCTP.

Devront être transmis à minima durant la période de préparation :

- toutes les autorisations et habilitations (Amiante, habilitations électriques ... le cas échéant) des opérateurs intervenants sur l'exécution du chantier ;
- fiches matériaux et fiches techniques ;
- un planning prévisionnel incluant les délais d'approvisionnement et de préparation ;
- les modalités de début d'intervention sur le chantier par rapport aux autres corps d'état et macro lot ;
- le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- la liste des personnes susceptibles de représenter le titulaire et la liste des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.

En cas de modification de cette liste en cours d'exécution, le titulaire devra transmettre les modifications dans les meilleurs délais au CNRS. A défaut, la personne pourra se voir refuser l'accès au site.

Ce délai d'exécution est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 5.1.2 du présent CCAP et de l'article 28.2 du CCAG/Travaux.

En dehors des cas de marchés à tranches optionnelles, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché, conformément à l'article 18.1 du CCAG travaux.

Chaque macro lot s'achève à l'issue de la fin de la Garantie de parfait achèvement (GPA) des travaux de chaque macro lot, y compris en cas de prolongation de celle-ci ou d'affermissement d'une tranche optionnelle.

Le délai d'exécution d'une tranche optionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement au titulaire sauf si cette décision prévoit une date différente.

Les lieux d'intervention étant en site occupé et en activité, les dates d'interventions devront être planifiées et respectées.

5.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire de chaque macro lot, puis il est soumis au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, au plus tard 15 jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service aux titulaires de chacun des lots.

5.1.3 Prolongation des délais d'exécution

La prolongation éventuelle du délai d'exécution du marché s'effectue pour les motifs et dans les conditions fixées à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

Le nombre de journée d'intempérie réputées prévisibles est égale à 00, s'agissant de travaux intérieurs.

Force majeure :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

5.2 Pénalités, primes et retenues

5.2.1 Pénalités

Conformément à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux, dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est séparé, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications présentées par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du CNRS à l'égard des cotraitants.

- Retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des travaux ou de la réalisation de prestations exigées ou de communication de d'informations ou document non couverts par les pénalités ci-après, il est appliqué une pénalité journalière de 1/500e du montant HT de l'ensemble du marché.

- Réunion de chantier :

100 € par absence, en cas d'absence, dument convoqué par le maitre d'ouvrage à un rendez-vous de chantier.

- Propreté du chantier

En cas de constatation de carence en matière de propreté de l'emprise du chantier y compris des accès et lieu de stockage, et après constatation et signalement au titulaire par le CNRS du désordre, celui-ci dispose d'un délai de 24 heures pour procéder aux opérations nécessaires.

Une pénalité de 250€ par jour de retard dans le nettoyage pourra être appliquée en cas de manquement.

En cas d'inaction répétée et après mise en demeure préalable, le CNRS se réserve la possibilité de faire procéder à toute opération nécessaire au frais et risque du titulaire.

- **Enlèvement du matériel ou matériaux sans emploi :**

200 € par jour de retard : à la fin des travaux, dans le délai de 7 jours calendaires à compter de la date de la notification de la décision de réception ou de la levée des réserves, le titulaire de chaque macro lot doit avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, passé un délai de 15 jours calendaires, après mise en demeure, le CNRS se réserve la possibilité de faire procéder à toute opération nécessaire au frais et risque du titulaire, de plein droit et sans mise en demeure préalable.

- **Chantier éco-responsable :**

En cas de constatation des manquements du titulaire aux obligations d'un chantier éco-responsable en termes de déchets telles que défini dans le dossier de consultation des entreprises et/ou les engagements présents dans l'offre du titulaire, une pénalité équivalente à 1/250e du montant HT du marché pourra être appliquée par manquement constaté ainsi que 1/250e du montant HT du marché par jour de retard dans la remise en conformité conformément aux dispositions contractuelles.

- **Pénalités pour retard dans la remise des documents :**

- 200 € par jour de retard pour la remise des Échantillons, notices techniques, PV d'agrément demandés par le CNRS, ainsi que de tout document exigé par le bureau de contrôle et/ou le coordonnateur SPS ;
- 200 € par jour de retard dans la remise de la déclaration de sous-traitance, accompagnée du dossier complet mentionné à l'article 4.1.3 des présentes ;
- 200 € par jour de retard pour la remise par le titulaire au CNRS de tous les renseignements nécessaires dans le cadre de la période de préparation et de l'élaboration du calendrier contractuel définitif et notamment :
 - ✓ les études et plans ;
 - ✓ les délais d'approvisionnement ;
 - ✓ les modalités de début d'intervention sur le chantier par rapport aux autres corps d'état ;
 - ✓ le PPSPS ;
 - ✓ la liste des personnes susceptibles de représenter le titulaire ;
 - ✓ la liste des personnes qu'il autorise à accéder au chantier et leurs habilitations, les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants ;
 - ✓ la copie des déclarations d'accidents de travail, ainsi que les justificatifs d'assurances lorsque leur production sont exigés.

- **Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé**

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt des pénalités dont le montant ne peut dépasser 10 % du montant le marché et ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

- **Pénalités relatives à la clause d'insertion :**

En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion sur lequel il s'est engagé dans son offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 50 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En outre, si dans un délai de 30 jours calendaires, après la fin de chaque trimestre considéré, l'entreprise n'a pas remis les documents prescrits au Relais2D, le CNRS procédera à une mise en demeure par tout moyen. Si celle-ci reste infructueuse, une pénalité de 300 € HT sera appliquée.

- **Plafonnement des pénalités**

L'ensemble des pénalités applicables ne peut excéder 25% du montant total TTC du macro lot concerné, tranche optionnelle affermie comprise, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, aucune exonération se sera appliquée sur le montant total des pénalités.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le maître d'œuvre à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au maître d'œuvre pour présenter ses observations. A défaut de réponse du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le maître d'œuvre en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

- **Groupement d'entreprises**

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les primes ne sont pas payées et les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres entrepreneurs.

5.2.2 Cumul des pénalités

Toutes les pénalités objet de l'article 5 ci-avant et ci-après sont cumulables.

5.3 Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les délais et conditions de remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire sont conformes à l'article 40 du CCAG-Travaux.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution, il est appliqué en outre une pénalité égale à 100 euros par jour de retard.

6. MODALITES DE COMMUNICATIONS

La notification du marché est réalisée via le profil acheteur du CNRS, la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

La notification des bons de commande peut se faire par le biais du profil acheteur ou par courrier électronique.

En cas de notification par courrier électronique, le titulaire devra obligatoirement en accuser réception par retour de message ou signaler, par un message d'absence, l'adresse de contact à privilégier.

A défaut, il sera considéré comme notifié dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date d'envoi du courrier électronique par le CNRS.

La notification de décisions, observations, ordre de service ou informations sera réalisée par courrier électronique ou par courrier papier avec accusé de réception.

Les personnes physiques, habilitées à représenter le CNRS auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché sont le Délégué Régional pour la Délégation Alsace du CNRS et son adjoint.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le CNRS en cours d'exécution du marché.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire :

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent et transmettent les éventuelles publications dans les journées d'annonces légales (JAL) afférentes le cas échéant :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire doit également transmettre tous les 6 mois, ou dès que le CNRS en fait la demande tous les documents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations en matière fiscales et sociales

et annuellement, qu'il est à jour de ses cotisations en terme des assurances exigées pour la réalisation des prestations.

7. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION : CLAUSE DE PROMOTION DE L'EMPLOI

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le CNRS a décidé d'inclure une clause obligatoire d'insertion professionnelle et de qualification.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion visant à promouvoir l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser au minimum le nombre d'heures suivantes :

Lot	Heures d'insertion
Macro Lot 1 : Equipement technique	105 h
Macro Lot 2 : démolition partition finition	0 h

7.1 Les publics éligibles

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes se trouvant dans les situations suivantes : demandeurs d'emploi de longue durée, allocataires du revenu de solidarité active ou de minima sociaux, personnes reconnues travailleurs handicapés, jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle et sans emploi depuis plus de 6 mois, personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique ou, plus généralement, personnes rencontrant des difficultés particulières pouvant, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

7.2 Les modalités de mise en œuvre

L'entreprise attributaire réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché à une action d'insertion réalisée selon l'une des cinq modalités définies ci-dessous et au moins à hauteur du nombre d'heures mentionné dans le présent CCAP

1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Structure d'Insertion,

2ème modalité : le recours à un organisme de mise à disposition de salariés en insertion (comme une entreprise de travail temporaire d'insertion ou une association intermédiaire),

3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

4ème modalité : le recours à un organisme de mise à disposition de salariés comme une Entreprise de Travail Temporaire

5ème modalité : le recours à un Groupement d'Employeurs pour l'insertion et la qualification

7.3 Accompagnement pour la mise en œuvre, contrôle et évaluation de l'action d'insertion

Sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion sont effectués par le Relais 2D désigné ci-après comme le facilitateur.

Relais 2D / Relais Chantiers 21b Avenue du Neuhof 67100 Strasbourg 03 88 23 32 80		
Gilles Grosclaude 06 12 43 91 73 ggrosclaude@relais2d.eu	Clémentine Cahier 03 88 23 32 82 ccahier@relais2d.eu	Yolène Heideyer 03 88 23 32 83 yheideyer@relais2d.eu

Le titulaire lui communique les coordonnées de l'interlocuteur "Insertion" qu'il aura désigné au sein de son entreprise pour la mise en œuvre de la clause.

Pendant et à l'issue du marché, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes bénéficiaires du dispositif de clause d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

A cette fin, l'entreprise titulaire adressera au Relais 2D, au terme de chaque mois d'exécution du marché, les renseignements relatifs aux embauches effectuées directement ou indirectement par la copie de toutes les feuilles de paye ou certificats de sous-traitance ou certificats de mise à disposition de personnel en cas de recours à une E.T.T. ou E.T.T.I ou A.I ou G.E.I.Q.

Le titulaire doit également prouver, à l'aide de justificatifs, que la/les personnes bénéficiaires de la clause correspondent bien au public identifié.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités pour retard de transmission prévues au présent CCAP.

Au terme du marché, un bilan fait état du résultat de la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce bilan, réalisé par le Relais 2D et transmis au pouvoir adjudicateur, mentionne le nombre d'heures d'insertion effectivement réalisé dans le cadre du marché.

En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion sur lequel il s'est engagé dans son offre, le titulaire encourt la pénalité pour non-respect de la clause d'insertion prévue au présent CCAP.

7.4 Difficultés d'exécution

Toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution de la clause d'insertion doit être signalée, sous huitaine, au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception avec copie au facilitateur.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire et en concertation avec le pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour respecter l'objectif d'heures d'insertion fixé.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Obligations de conseils

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil sur les conséquences et les risques de toute nature concernant l'exécution et les limites des prestations afin de protéger au mieux les intérêts du CNRS.

8.2 Obligations en matière de personnel

Le titulaire devra fournir au responsable du site, dans un délai de 15 jours à compter de la demande, la liste nominative du personnel assortie d'une fiche individuelle d'identité. Le titulaire devra la tenir à jour au fur et à mesure des évolutions de personnel au sein de l'entreprise.

Le responsable du site en sera avisé par courrier dans un délai de 8 jours à compter de ce changement. En cas de remplacement, même temporaire, d'un ou plusieurs de ses agents intervenant sur le site, l'entreprise titulaire devra sans aucuns délais informer le représentant du site de ce remplacement et lui fournir la fiche d'identité correspondante.

Le titulaire devra fournir au responsable du site les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de ce personnel.

Les différentes prestations doivent être exécutées dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Techniques Particulières et aux heures d'ouverture de chaque laboratoire.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

L'entrepreneur sera dans l'obligation de désigner nominativement un agent de maîtrise, responsable de l'exécution des prestations.

Le personnel d'exécution devra être muni d'un insigne et portera une tenue vestimentaire portant l'indication de leur entreprise, et les équipements personnels de sécurité adaptés aux prestations.

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux obligations légales et réglementaires présentes ou à venir relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Le personnel de l'entreprise sera soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable aux agents du CNRS.

Il lui sera interdit d'accepter des pourboires et de fumer. Il sera tenu à l'obligation de discrétion professionnelle. Les agents de l'entreprise ne devront révéler à quiconque des faits dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de leur service. Il sera tenu au respect de la liberté de conscience de chacun ; toutes les formes d'intervention concernant les opinions politiques, confessionnelles ou religieuses sont interdites.

L'administration se réserve le droit d'exiger du titulaire du contrat le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux, ou être de nationalité d'un pays membre de l'Union Européenne.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de l'entreprise, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter intégralement les prestations du marché dans le délai de 24 heures suivant la date de l'arrêt de travail.

En tout état de cause, les prestations devront être exécutées dans les cas d'urgence, les moyens d'organisation du prestataire de service seront soumis préalablement à l'agrément du CNRS.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues dans le délai imparti et selon les moyens agréés par le CNRS, celle-ci y pourvoira par tous les moyens pouvant aller jusqu'à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, prévu au CCAG applicable.

8.3 Obligations en matière de matériel

Le titulaire du marché est tenu de disposer, sur place du matériel nécessaire à l'exécution des travaux, il ne pourra être fait usage d'équipements du CNRS, sauf autorisation expressément accordées par le CNRS.

Les appareils devront satisfaire aux règlements de sécurité de la prévention des accidents du travail. Ils devront également être dans un état de bon fonctionnement et ne pas présenter un aspect différent de celui des appareils neufs. L'entrepreneur sera tenu d'adapter son matériel aux caractéristiques de l'alimentation électrique dont il disposera.

Les rallonges, prolongateurs et fiches seront à fournir par le titulaire.

Le calibrage des fusibles et disjoncteurs ne devra en aucun cas être modifié.

D'autre part, il sera interdit de brancher plusieurs machines sur la même prise électrique, même par l'intermédiaire de fiches multiples.

Les échelles devront prendre appui par l'intermédiaire de protections souples, de manière à ne pas détériorer les revêtements.

En aucun cas, les meubles ne devront être utilisés comme moyen de surélévation et d'appui. Les matériels et outils devront être rangés, immédiatement après usage, dans les locaux affectés à l'entreprise.

En cas de perte de clé ou de tout autre dispositif remis par la personne publique au titulaire pour l'exécution de ses prestations, celui-ci sera tenu, à ses frais, de procéder au remplacement du matériel perdu et si nécessaire de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte.

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par le CNRS.

8.4 Gestion financière des marchés de travaux

Le maître d'œuvre a l'obligation de recourir à la solution dématérialisée CHORUS PRO pour la transmission des projets de décomptes (mensuels et final) et pour le contrôle des situations déposées par les entreprises de travaux.

8.4.1 Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.

Conformément à l'article 12 du CCAG travaux, le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le maître d'œuvre contrôle les projets de décompte de chaque titulaire des marchés de travaux et ses éventuels sous-traitants correspondant aux éléments réalisés à date de la demande d'acompte dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

Il accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel, ainsi qu'établit un certificat de paiement (dont le modèle sera transmis par le CNRS). Il transmet ensuite ces éléments au représentant du CNRS pour validation dans un délai maximal de 5 jours calendaires après leur réception. Lorsque celui-ci est validé, le maître d'œuvre notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et le maître d'œuvre transmet l'état d'acompte et le certificat de paiement via le portail Chorus pour paiement.

Ce délai de 5 jours est compris dans le délai global de paiement. Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet au CNRS en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

8.4.2 Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général.

A l'achèvement effectif de l'ensemble des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final des marchés de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3.1 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4.1 du CCAG Travaux, le projet de décompte général et le transmet au CNRS.

Le délai de vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à quinze (15) jours à compter de la date de réception du document.

Ce délai de quinze (15) jours est compris dans le délai global de paiement. Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet à la personne publique contractante en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

8.4.3 Visa par le maître d'œuvre des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre doit adresser son visa assorti de ses observations éventuelles dans le délai prévu au CCAG-Travaux ou demander à l'entrepreneur de lui fournir des documents complémentaires, dans un délai de 15 jours suivant la réception des études d'exécution réalisées par l'entrepreneur.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique le cas échéant.

8.4.4 Instruction de réserves aux ordres de service, de tout désaccord persistant et de mémoire de réclamation – Pénalité

Pour tout type de désaccord persistant et préjudiciable au bon déroulement de l'exécution des travaux, le titulaire est tenu d'instruire chaque désaccord, de présenter une réponse à l'entreprise dans un délai de 15 jours suivant la demande et de faire état de ce point au maître d'ouvrage dans le cadre des réunions maître d'ouvrage/maître d'œuvre ou autres.

En cas de mémoire en réclamation le délai d'instruction est de quinze (15) jours à compter de la date de réception du mémoire de réclamation du titulaire par le maître d'œuvre ou de sa transmission par le CNRS.

En cas de non satisfaction du CNRS de l'analyse du mémoire du fait de l'absence de précisions suffisantes pour lui permettre de prendre position, le maître d'œuvre devra compléter son analyse dans les quinze (15) jours suivants la demande du CNRS. Au-delà de ce délai il pourra être appliqué des pénalités de retard.

8.4.5 Dossier d'ouvrages exécutés (DOE) et Dossier d'Intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO) :

Après exécution des travaux, le maître d'œuvre est tenu de remettre le DOE et DIUO dûment vérifiés, avant toute décision de réception des travaux, y compris partielle, à défaut des pénalités de retard sont applicables.

8.5 Réception dans le cadre de la mission AOR

Dans un délai maximal de deux (2) semaines suivant l'établissement des opérations préalables à la réception (OPR), le maître d'œuvre transmet au CNRS :

- Le bilan des opérations préalables à la réception et la liste des réserves (EXE 4)
- La proposition de décision de réception et ses conditions (EXE 5)
- Les délais de levée de réserves pour toute garantie contractuelle (garantie de parfait achèvement, garanties particulières)
- Après toute visite, bilan de la visite et propositions d'actions.
- Les propositions du maître d'œuvre de levée des réserves et le procès-verbal de levée des réserves (EXE 8 et 9)

En cas de nécessité d'une action du CNRS pour des mesures coercitives comme une mise en demeure, ou pour une action plus longue, le titulaire saisit le CNRS dans un délai de 48 h suivant la visite sur site avec des éléments d'aide à la décision.

9. RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux sera réalisée conformément au CCAG-Travaux comme suit :

Quoi	Qui	Quand
Communication de la date de fin de travaux	Par le titulaire	Dès qu'il estime que les travaux seront achevés
Convocation du titulaire aux opérations préalables à la réception (OPR)	Par le maître d'œuvre	Dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de l'avis du titulaire sur la date de fin ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure. A défaut de fixation dans les 20 jours d'une date de convocation, le titulaire doit notifier l'information au maître d'ouvrage
Le procès-verbal des OPR – EXE4	Par le maître d'œuvre	Dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire qui en obtient copie

La proposition de prononcer, ou non, la réception, ainsi que les réserves et la date d'achèvement des travaux – EXE5	Par le maitre d'œuvre	Dans un délai de 5 jours suivant l'établissement du procès-verbal des OPR. En cas de non-respect du délai, le titulaire adresse le PV des OPR au maitre d'ouvrage.
Décision de réception, de réception sous réserve, avec réserve ou de refus de réception – EXE6 ou EXE7	Par le maitre d'ouvrage	Dans les 30 jours suivant la date du PV des OPR. A défaut, la proposition du maitre d'œuvre s'impose au maitre d'ouvrage et au titulaire.
Travaux de levée des réserves (le cas échéant)	Par le titulaire	30 jours suivant l'établissement du procès-verbal des OPR
Constatation de la levée des réserves (le cas échéant) - EXE8	Par le maitre d'œuvre	Dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire qui en obtient copie
La proposition de prononcer, ou non, la levée des réserves (le cas échéant) -EXE9	Par le maitre d'œuvre	Dans un délai de 5 jours suivant l'établissement du procès-verbal de levée des réserves En cas de non-respect du délai, le titulaire adresse le PV au maitre d'ouvrage.
Décision de levée des réserves - EXE9	Par le maitre d'ouvrage	Dans les 30 jours suivant la date du PV des OPR. A défaut, la proposition du maitre d'œuvre s'impose au maitre d'ouvrage et au titulaire.

10. PRIX DU MARCHÉ

Le prix du marché est global et forfaitaire tel que présenté à l'acte d'engagement pour chaque macro lot.

Sauf disposition contraire tous les montants figurant au marché sont exprimés hors TVA. La monnaie de compte est l'euro (€).

Les prix comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du contrat et au respect des engagements pris par le titulaire, y compris les frais de déplacement, main d'œuvre, matériel, tenue et équipement de sécurité des personnels, d'assurance et de transport qui sont à sa charge.

Quelle que soit la nature des travaux mis en œuvre, le titulaire prend les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception de ces derniers.

Le titulaire devra reprendre tous les emballages et assurera l'élimination ou la valorisation finale des déchets dans les filières appropriées. Les emballages et autres déchets ne pourront être déposés dans les poubelles et conteneurs présents sur les sites ou à proximité du CNRS.

Le prix comprendra le cas échéants les sujétions dues aux exigences techniques du coordonnateur santé, prévention, sécurité (CSPS) et/ou du contrôleur technique dans le cadre de leurs missions.

11. VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisables suivants les modalités fixées au présent cahier.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-dessous.

11.1 Mois d'établissement des prix du marché

Pour la révision, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 mentionné à l'acte d'engagement, correspondant au mois de la date limite de remise de l'Offre.

11.2 Choix des index de référence

Les indices/index de référence utilisés pour la révision des prix des prestations, publiés par l'INSEE sont les suivants :

MACRO LOT N°	INTITULE	INDICE/INDEX
1	Equipements Techniques	BT41 Ventilation et conditionnement d'air
2	Démolition -Partitions -Finitions	BT01 : Tous corps d'État

La formule de variation utilisée est la suivante : $P = P_o \times [0,15 + 0,85 \times (I_m / I_o)]$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé.
- Po est le prix initial hors taxe fixé à l'acte d'engagement.
- Im est la valeur prise par l'index correspondant du mois m (indice du mois m connu à la date de réception de la situation de travaux)
- Io est la valeur prise par l'index correspondant du mois m0.

La révision suit la périodicité des acomptes. Il n'est pas prévu de révision provisoire.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maitre d'ouvrage doit procéder au paiement sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date limite de remise de l'offre finale.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

12. RÈGLEMENT DES COMPTES

12.1 Avance

Par dérogation à l'article 10 du CCAG-Travaux et en application des dispositions de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, et sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire de chaque macro lot et correspond à 5% du montant TTC notifié du macro lot. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30 %.

Une avance de 5 % est également accordée en cas d'affermissement ultérieur d'une tranche optionnelle.

Pour les prestations ponctuelles, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande. L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance n'est ni révisé, ni actualisé et ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le mandatement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois à compter de la notification du contrat ou du bon de commande.

Si le titulaire qui a perçu l'avance sous-traite une part du contrat postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant initial TTC du bon de commande. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

12.2 Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément, en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par le co-traitant ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC, ainsi que les éléments sujets à auto liquidation de la TVA le cas échéant ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La demande doit être transmise via le portail CHORUS PRO, avec copie de la remise transmise au chargé du suivi de l'opération du CNRS.

Le règlement des prestations est effectué par acomptes mensuels conformément à l'article 10.2 du CCAG-Travaux et dans les conditions prévues à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, et notamment :

Toutes les communications relatives aux paiements d'acomptes ou du solde final, se font via le portail CHORUS Pro.

Quoi	Qui	Quand
Communication de paiement mensuel sous la forme d'un projet de décompte	Par le titulaire	Avant la fin de chaque mois
Acceptation ou rectification du décompte mensuel	Par le maître d'œuvre	Dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande de paiement du titulaire, le maître d'œuvre doit notifier l'état d'acompte mensuel. A défaut le titulaire, en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.
Paiement de l'acompte	Par le maître d'ouvrage	Dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage. En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le maître d'ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément.

12.3 Demande de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux, et notamment :

Quoi	Qui	Quand
Etablissement du projet de décompte final	Par le titulaire	Dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, le titulaire notifie le projet de décompte final au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. En cas de réception sous réserves, la date du PV constatant l'exécution des travaux visés est substituée à la date de la notification de la décision de réception des travaux. A défaut de la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de 15 jours. A défaut, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final.
Acceptation ou rectification du projet de décompte final pour aboutir au projet de décompte général	Par le maître d'œuvre	Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de notification du projet de décompte général indiqué ci-après
Validation ou rectification et notification du projet de décompte général au titulaire	Par le maître d'ouvrage	Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après : - trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;

		- trente jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.
Signature du décompte général	Par le titulaire	<p>Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.</p> <p>Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.</p>

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index ne sont pas connues, le maître d'ouvrage mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

12.4 Facturation

Les factures seront à adresser à :

CNRS – SCD
Division 2176
TSA 51003
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

12.5 Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (MOY1000_OI);
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification le marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement sous format papier à l'entité du CNRS bénéficiaire de la prestation réalisée, en prenant en compte l'ensemble des données de facturation (adresse de facturation de l'entité) mentionnées lors de la notification le marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS. Il peut toutefois s'il le souhaite transmettre ses demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro. Il applique alors les stipulations mentionnées ci-dessus.

12.6 Retenue de garantie et nantissement

Conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique, le comptable assignataire des paiements effectuera une **retenue de garantie de 5% (3% pour les PME)** sur les sommes dues augmentées, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Le CNRS s'oppose au remplacement par une caution personnelle et solidaire.

L'ordonnateur de la dépense est le Délégué régional du CNRS pour la délégation Alsace.
Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire du CNRS pour la délégation Alsace.

12.7 Cession de créance et nantissement

Un certificat de cessibilité ou un exemplaire unique de l'accord cadre sera remis au titulaire sans frais, uniquement à sa demande, en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances.

Les prestations peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles Article R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique. Le titulaire peut obtenir, sur simple demande écrite, une photocopie de l'acte d'engagement avec ses annexes revêtues de la formule dite « d'exemplaire unique » ou un certificat de cessibilité de créance(s).

L'ordonnateur de la dépense est le Délégué Régional du CNRS pour l'Alsace :

CNRS DELEGATION ALSACE

23 Rue du Lœss

67037 STRASBOURG-CEDEX 02

Sfc.achat-marche@alsace.cnrs.fr

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Alsace :

CNRS DELEGATION ALSACE

23 Rue du Lœss

67037 STRASBOURG-CEDEX 02

thomas.jund@alsace.cnrs.fr

12.8 Délai de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS est de 30 jours.

Le paiement est fait par virement bancaire au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original, tel que mentionné dans l'Acte d'Engagement (AE) du marché transmis lors du dépôt de son offre.

Le Titulaire s'engage à informer le CNRS dans les plus brefs délais de toute modification de son RIB.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture transmise par le titulaire.

Toutefois le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Tout sous-traitant bénéficiaire du paiement direct par le CNRS sera payé dans les mêmes délais que le titulaire.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de l'accusé de réception de la demande de paiement du sous-traitant par le CNRS.

La facture sera transmise par le sous-traitant dans les dispositions des articles R2193-11 à R2193-16 du Code de la commande publique.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

13. GARANTIES

Les prestations font l'objet des garanties suivantes :

- Garantie de parfait achèvement de 1 an à compter de la réception.
- Garantie de bon fonctionnement de 2 ans à compter de la réception.
- Garantie décennale de 10 ans à compter de la réception.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au CCAG applicable.

15. ASSURANCES

En application de l'article 8 du CCAG applicable, du code civil et du code des assurances, le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels, doit contracter les polices d'assurances nécessaires couvrant sa responsabilité civile et décennale, (le cas échéant) en cas de préjudices causés à des tiers et au CNRS, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations - dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées, malfaçons rendant le bien impropre à sa destination.

La production des attestations nécessaires doit être effectuée avant la signature du marché ou lors de la présentation des demandes d'agrément de chacun de ses sous-traitants. Le titulaire adressera le renouvellement de chaque attestation annuelle au CNRS soit automatiquement, soit dans les 15 jours suivants la demande.

16. REGLEMENT DES LITIGES – RESILIATION - TRIBUNAL COMPETENT

Il est fait application des dispositions de l'article 55 du CCAG/Travaux.

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Délégué régional de la Délégation Alsace du CNRS.
CNRS Délégation Alsace - 23, rue du Lœss - B.P. 20 - 67037 STRASBOURG CEDEX 02

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le maître d'ouvrage, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au CCAG-applicable, avec la précision suivante :

Résiliation sur décision du CNRS

Si le CNRS décide la cessation définitive de la mission du titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 50.4 du CCAG-Travaux et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le taux de l'indemnité de résiliation est fixé à 1 %.

Ce marché, l'ensemble de ses dispositions, y compris accessoires, et ses annexes sont exclusivement soumis au droit français.

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Strasbourg.

17. DÉROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Article du CCAG-Travaux objet de la dérogation
1.2	2
3	4.1
5.1.3	18.2.3
5.2.1	19.2 – 19.2.3 - 37.2
12.1	10